

### SCIENCES PO REFOND SON BARÈME DES DROITS DE SCOLARITÉ

**Dans la continuité des engagements pris dans le cadre de sa réforme des admissions, Sciences Po fait évoluer son barème des droits de scolarité pour le rendre encore plus juste et plus adapté à chacun. Ce nouveau barème permettra d'accompagner l'ouverture sociale de Sciences Po, au profit des étudiants issus des familles aux revenus les plus modestes et des classes moyennes.**

#### **Le prolongement de la réforme des admissions annoncée en 2019**

Depuis vingt ans, Sciences Po mène une politique d'ouverture sociale ambitieuse à travers trois dispositifs sans équivalent dans l'enseignement supérieur français : la voie d'admission spécifique des Conventions Education prioritaire (CEP), un dispositif d'aide sociale qui lui permet d'aider 4 étudiants sur 10, et un système de droits de scolarité progressifs pour adapter le coût de la scolarité aux revenus de chacun.

La réforme des admissions qui prendra effet en 2021 prévoit que tous les candidats suivront la même procédure, qui se déroulera sur Parcoursup. Le dispositif CEP sera renforcé, avec l'engagement d'atteindre 30 % d'étudiants boursiers dans chaque nouvelle promotion. Les nouveaux droits de scolarité, plus justes et plus redistributifs, accompagneront cette ouverture renforcée en faisant en sorte que le niveau de revenus ne soit plus un frein à l'accès à Sciences Po pour les étudiants issus des familles aux revenus les plus modestes et des classes moyennes. La refonte du barème de droits de scolarité va permettre de renforcer le système d'exonérations et d'aide sociale propre à Sciences Po.

#### **Un système plus juste et plus redistributif**

Depuis 2005, Sciences Po a mis en place, pour tous les étudiants domiciliés fiscalement en France et, plus largement, dans un pays de l'Espace Économique Européen (EEE), un système progressif de droits de scolarité, calculés en fonction des revenus familiaux. À partir de 2021, ce barème, aujourd'hui organisé en 15 tranches tarifaires, évoluera pour devenir plus juste et plus redistributif :

- Déjà progressif, le barème des droits de scolarité devient individualisé : en lieu et place des 15 échelons et de leurs inévitables effets de seuil, chaque étudiant s'acquittera d'un tarif unique, au plus près de la réalité de ses moyens et de ceux de sa famille. Demandée de longue date par les étudiants, cette évolution constitue l'aboutissement du barème progressif et le rend plus équitable.
- Les droits de scolarité s'échelonneront désormais :
  - de 0 à 13 000 euros pour le bachelor, avec un droit moyen estimé à 5350 euros
  - de 0 à 18 000 euros pour le master, avec un droit moyen estimé à 6750 euros

Ce nouveau barème sera neutre ou favorable pour 72 % des étudiants concernés. La totalité des familles dont les revenus sont inférieurs au revenu médian (soit, pour le Collège universitaire, un revenu inférieur à 106 000 euros annuels pour un couple avec 2 enfants) y gagneront.

Les étudiants qui verront leurs droits de scolarité augmenter appartiennent aux catégories sociales disposant des revenus les plus élevés, dont les moyens dépassent le seuil d'entrée de la catégorie des 10 % des foyers les plus riches de France (défini par le Rapport de l'Observatoire des inégalités). Par ailleurs, le tarif maximal ne s'appliquera qu'à partir d'un revenu annuel relevé à 285 000 annuels pour un couple avec 2 enfants (soit un foyer qui se situe dans la catégorie des 1 % des foyers les plus riches de France).

Les étudiants hors EEE ne sont pas soumis au barème progressif des droits et s'acquitteront, comme aujourd'hui, d'un montant équivalent au tarif maximal appliqué aux étudiants européens. Ce montant demeure très largement inférieur au coût d'une année d'études dans les universités américaines ou asiatiques, et comparable à celui pratiqué par les grands établissements européens. De plus, la refonte du barème permettra une augmentation significative des bourses Emile Boutmy destinées aux étudiants extra-européens, dont le montant peut atteindre 19 000 euros par an. Une enveloppe supplémentaire annuelle de 350 000 euros leur sera consacrée, pour un budget global qui atteindra plus d'un million d'euros chaque année.

Cette refonte des droits de scolarité s'appliquera de manière progressive dès septembre 2021. Elle ne concernera pas les étudiants en cours de scolarité dans chacun des cycles, mais s'appliquera aux nouveaux entrants en première année de bachelor ou de master.

### **Proposer de meilleurs services à tous les étudiants**

Destinée à consolider et à renforcer la politique sociale, l'évolution des droits de scolarité permettra également à Sciences Po d'améliorer l'expérience vécue par tous les étudiants en proposant un accompagnement individualisé, avec notamment un guichet unique de services, une meilleure offre de logement et des actions renforcées en matière de santé et de bien-être étudiant dans tous les campus. De même, l'accompagnement personnalisé des étudiants intégrant le marché du travail sera renforcé.

Elle soutiendra également le déploiement d'un campus numérique équipé pour l'enseignement hybride et permettra d'aider les étudiants les plus modestes à disposer d'un équipement adapté et d'une bonne connexion. Enfin, elle contribuera à la modernisation des espaces de vie et d'études, avec la création de nouvelles places de travail et le doublement des places de restauration.

### **À propos de Sciences Po**

Fondée sur des valeurs d'ouverture et d'excellence, Sciences Po est une université de recherche sélective de rang international dont le modèle unique associe spécialisation en sciences humaines et sociales, pluridisciplinarité et ancrage professionnel pour former des acteurs qui comprennent et transforment la société. La diversité étant un élément structurant de son identité, Sciences Po compte 47 % d'étudiants internationaux issus de 150 pays et 25 % des élèves sont boursiers contre 6 % en 2000.

**Contact presse :**

Marie Frocrain : [marie.frocrain@sciencespo.fr](mailto:marie.frocrain@sciencespo.fr) / 01 49 54 37 71